

---

# Hollande fera-t-il une nouvelle gattazerie au Medef ?

**C**HEZ les Gattaz, c'est un peu comme chez les Bedos : on pratique le comique de répétition de père en fils. Papa Yvon est ainsi devenu président du CNPF (ancêtre du Medef) aussitôt après l'élection de Mitterrand en 1981. Il va bien vite inventer les Encas (emplois nouveaux à contraintes allégées), un acronyme qui témoignait d'une considération toute particulière pour le petit peuple. Trois décennies plus tard, le fils, Pierre, réclame des contrats « de travail agiles », qui prendraient fin au gré des besoins des entreprises. Ces patauds de salariés en CDI entravent en effet le dynamisme des patrons français.

En un gros tiers de siècle, les Gattaz et ayants droit (Seillière puis Parisot) ont obtenu presque tout ce qu'ils voulaient. Chirac, en 1986, puis Balladur, en 1993, vont appliquer les Encas, en libéralisant le droit de licencier puis en réduisant considérablement les cotisations sociales. Succès éclatant : le nombre de chômeurs grimpe de 2,5 à 3,2 millions.

L'aiguille du compteur redescend progressivement à 2,3 millions. Mais Sarkozy, sacré « Zidane de l'économie » par le baron Seillière, entreprend de mettre en vigueur les prescriptions du Medef : assouplissement des 35 heures, rupture dite « conventionnelle », qui touche

plus d'un demi-million de salariés, etc. Et le Zizounet rentre au vestiaire, en 2012, avec près de 3 millions de chômeurs dans la musette.

Quand la gauche, version Hollande, revient aux commandes, Pierre Gattaz se sent investi d'une mission sacrée. A peine élu à la tête du Medef et encouragé par un premier gage donné par le gouvernement socialiste avec le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), Gattaz lance, fin 2013, l'idée d'un pacte de confiance, lequel deviendra « pacte de responsabilité ». Et s'engage alors à créer 1 million d'emplois en cinq ans.

La réussite de la ligne Medef à la sauce socialiste est impressionnante : plus de 600 000 chômeurs supplémentaires à la mi-mandat de Hollande, soit autant que Sarko en cinq ans.

Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Il y a tout juste un an, le président du Medef épochait l'exonération des cotisations à la Sécu sur les bas salaires. Aujourd'hui, outre le contrat de travail agile, il exige que cette exonération touche aussi les cotisations à l'assurance-chômage et à la formation professionnelle. « Il faut un électrochoc pour l'emploi », clame-t-il.

Hollande aurait vraiment tort de ne pas lui faire confiance.

**A. G.**